



Le premier mardi de chaque  
mois, dès le 6 mars 2018  
17h30-19h30  
Uni Mail, salle 4354  
Sur inscription

Entre politiques éducatives  
et apprentissages des élèves  
**À qui profitent les  
moyens d'enseignement ?**

Un séminaire associant  
chercheurs et praticiens

Organisation  
Laboratoire Innovation  
Formation Education (LIFE)

Contact et inscriptions  
[www.unige.ch/fapse/life](http://www.unige.ch/fapse/life)  
[life@unige.ch](mailto:life@unige.ch)

© oxfordparksuites.com



**UNIVERSITÉ  
DE GENÈVE**

**FACULTÉ DE PSYCHOLOGIE ET  
DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION**



## Entre politiques éducatives et apprentissages des élèves À qui profitent les moyens d'enseignement ?

Séminaire de recherche 2018-2020

À l'école, des apprentissages sont censés naître d'une rencontre entre les élèves et l'enseignant<sup>1</sup>. C'est à travers ce que celui-ci sait, dit, montre, fait, demande – sur la base de sa propre formation – que la classe accède à une activité cognitive plus ou moins orientée vers les objectifs du programme. Mais les systèmes éducatifs ne s'en remettent jamais complètement à l'expertise et à la conscience professionnelle de leurs personnels. Le programme lui-même fixe non seulement des buts à atteindre, mais aussi des paliers de progression, des échéances à respecter, des façons d'opérer. Il peut servir à canaliser les interactions, à les quadriller plus ou moins finement et explicitement, donc à inspirer, soutenir, contraindre et/ou contrôler ce que font les professeurs, qu'ils apprécient ce cadre ou non. Et à sa suite, des directives et des documents de tous ordres peuvent préciser les choses, proposer ou imposer des méthodes, des démarches, des séquences, des situations, des leçons, des problèmes, des exercices, des évaluations, bref, une panoplie entière de procédures à utiliser pour étayer le travail scolaire. « Manuels, supports pédagogiques, outils didactiques, moyens d'enseignement, environnements numériques » : le vocabulaire varie dans l'espace et dans le temps pour désigner ces *artefacts* destinés à s'intercaler, en somme, entre l'intelligence de chaque enseignant et l'esprit des élèves qu'il doit instruire au nom d'un pouvoir centralisé. Cette strate intermédiaire est officiellement là pour rationaliser le processus, le rendre plus efficace, plus homogène, plus fiable institutionnellement. Mais y parvient-elle toujours, et qu'en font et pensent eux-mêmes les enseignants ?

Car les outils ne valent que par leur usage en situation. La recherche montre dans ce domaine une grande diversité de pratiques, les enseignants entretenant un rapport plus ou moins opportuniste et critique aux instruments labellisés. Ils les trient, les découpent, les adaptent, les panachent en fonction de leurs besoins mais aussi de leurs conceptions de ces besoins. Ils les retiennent sur des bases en partie réflexives, en partie intuitives, lorsqu'ils les pensent ou qu'ils les sentent capables de rythmer et d'orienter utilement la progression des apprentissages, ou au moins de l'enseignement. Le métier d'élève est tributaire d'un corpus de tâches qui normalisent d'abord le travail à effectuer, ensuite les critères employés pour l'évaluer. D'un côté, le travail ordinaire résiste (pour le meilleur ou pour le pire) aux changements de méthodes qui chercheraient trop grossièrement à le brusquer. C'est ainsi que l'alternative entre enseignement « syllabique » ou « global » de la lecture ne rend pas compte des manières hybrides dont cet apprentissage est conduit réellement. D'un autre côté, des moyens modulables comme les albums illustrés ou les fiches imprimées sont abondamment recyclés, ce qui peut désarçonner et désavantager les élèves peu familiers de cette complexité graphique et de ses risques d'opacité. En somme, les méthodes les plus savantes n'ont aucun impact si elles restent enfermées dans des placards dorés. Elles se révèlent même contre-productives lorsqu'elles sont mal employées, ou qu'elles incitent les praticiens à abandonner des manières de procéder plus fécondes parce que patiemment rodées.

La production éditoriale – qu'elle soit publique ou privée – fait comme si les gens de terrain avaient envie, ou à défaut besoin, de s'appuyer sur un matériel que chacun d'eux n'a ni le temps ni les compétences de réinventer seul dans son coin. Mais la rencontre entre les projets des producteurs et les

---

<sup>1</sup> Le masculin utilisé dans ce texte est purement grammatical. Il renvoie à des collectifs composés aussi bien d'hommes que de femmes.

attentes des récepteurs est complexe. Ce qui séduit les uns peut rebuter les autres, et réciproquement. Les enseignants peuvent s'enthousiasmer pour un support, le détourner pour le bricoler à leur gré, lui préférer ses concurrents, ou encore s'en tenir à un matériel plus ancien mais jugé pertinent faute de mieux. Pencher pour le connu ou pour l'innovation peut en outre (mais dans les deux sens) profiter ou au contraire nuire aux élèves que ces expédients prétendent aider. L'administration centrale redistribue par ailleurs les cartes en faisant valoir ses propres jugements. Parfois, des ressources sont proposées, d'autres fois imposées. La livraison de « fourniture scolaire » cède le pas à l'exigence d'« alignement curriculaire ». Pour ne fâcher personne, des options ou des choix multiples peuvent être négociés : il est délicat d'imprimer et de diffuser des cartons de livres qui ne seront pas ouverts, mais guère plus simple de décider les professionnels en les priant de ne pas gaspiller une manne qu'ils n'ont pas demandée. Ceux-ci ont beau jeu de rétorquer, d'abord qu'ils préfèrent prendre soin de leurs élèves que de la réputation du ministère, ensuite que leur cahier des charges leur prescrit d'aller au bout du programme, pas de se doter de tel ou tel équipement en particulier... En fait, tous les acteurs disent leur mot ou peuvent faire indirectement pression : enseignants à l'œuvre, élèves sollicités, collègues impliqués, hiérarchie scrutatrice, formateurs consultés, parents inquiets ou rassurés, concepteurs au bout du compte déçus ou satisfaits. L'enjeu s'élargit forcément, les moyens d'enseignement ne se glissant entre les écoliers et les maîtres qu'en fonction de leur place entre ces maîtres et leur environnement.

À un bout de la chaîne les politiques éducatives, à l'autre bout les apprentissages des élèves, et entre les deux des enseignants pouvant se demander « à qui profitent les moyens d'enseignement ? ». La situation est particulièrement intéressante en Suisse romande, région se caractérisant à la fois par son fédéralisme tout helvétique et une solide tradition de coordination scolaire entre des cantons linguistiquement et culturellement minoritaires. À la Convention scolaire romande fixant des intentions générales communes aux sept cantons francophones (Berne, Fribourg, Genève, Jura, Neuchâtel, Valais, Vaud) a fait suite un Plan d'études romand détaillant des objectifs d'apprentissage standardisés à tous les échelons du cycle 1 (élémentaire), 2 (primaire) et 3 (secondaire I), instrument lui-même décliné en *Moyens d'enseignement romands* chargés de fournir aux enseignants de quoi s'acquitter de leur mission sans (trop) en dévier, volontairement ou non. La plupart des disciplines scolaires (français, allemand, anglais, mathématiques, sciences naturelles, sciences sociales, etc.) s'y trouvent découpées en chapitres du programme, en tâches à réaliser pour les atteindre, en marches à suivre pour les professeurs, en fiches ou en consignes de travail pour les élèves. On évoque même une suite pour chaque catégorie d'élèves à besoins particuliers. D'un côté, le texte de la Convention avertit que les cantons « assurent aux enseignants professionnels de l'éducation et de l'instruction des conditions optimales à l'exercice de leur mission » et « veillent à la diversité des approches pédagogiques ». C'est un point en faveur de leur autonomie et de leur savoir-faire. Mais elle se fixe par ailleurs comme première priorité d'« adopter et acquérir un ensemble unique de moyens pour l'enseignement d'une discipline dans un degré ou un cycle ». Pour sa part, le Livre blanc du Syndicat des enseignants romands fait l'apologie de la construction d'un espace commun de formation, mais en regrettant l'absence de « moyens d'enseignement diversifiés » et de « ressources didactiques adaptées aux objectifs et aux différents besoins des enseignants ». La contradiction perceptible entre ces textes peut sembler abstraite, mais elle n'est que la résultante d'incertitudes tangibles et de débats animés, autant dans les salles des maîtres que dans les instances de concertation et les institutions de formation des enseignants.

Premier point d'achoppement : y aurait-il un double langage entre, d'une part la diversité des pratiques libéralement attribuée aux enseignants, d'autre part l'unicité des moyens conçus à leur intention ? Deuxièmement : ces moyens unifiés sont-ils vraiment des ressources (à employer à son gré), ou leur existence même n'impose-t-elle pas leur usage, ne serait-ce que sous la pression des parents qui les voient circuler ? Troisièmement : les enseignants sont-ils fondés à (se) poser de telles questions, ou devraient-ils assumer qu'ils ne travaillent pas à leur compte et que leurs employeurs ont de bonnes raisons de les mettre en partie sous tutelle, serait-ce de manière ambiguë pour s'éviter le double reproche de laisser-aller et de dogmatisme pédagogique, si prompt à (res)surgir dans la presse et dans l'opinion ? Ces perplexités sont compréhensibles, elles s'affrontent légitimement dans la profession et parfois dans l'espace public, mais elles ne nous disent guère (et se demandent rarement) ce que les moyens deviennent concrètement dans les classes, quel usage les enseignants en font ou tentent d'en faire ordinairement, pour quel profit et en privilégiant quels apprentissages chez les élèves ? Nous

pourrions dire que la pointe de la controverse (« Les moyens sont-ils utiles ? ») cache sa masse immergée (« Les moyens sont-ils utilisés, pourquoi, comment et dans quel écart entre les faits et leurs intentions ? »). Parce que cette dernière question est ouverte, et parce que l'enjeu est socialement important, il semble à la fois raisonnable et peut-être urgent d'étudier la situation empiriquement, sans *a priori* pour ou contre tel ou tel support, mais en considérant leur emploi à la fois comme une variable-clef et comme une inconnue jusqu'ici peu étudiée. Entre égalité formelle et pratiques réelles, à qui profitent finalement (et réellement) les moyens d'enseignement ?

Quels sont les usages observables de ces instruments ? Qu'en font les enseignants, dans quels buts, dans quel rapport aux prescriptions institutionnelles, aux attentes sociales, aux apprentissages de leurs élèves ? Quelles préférences expriment-ils, consciemment ou non, dans quels « régimes d'engagement », quelles « quêtes d'assurance » vis-à-vis de leur travail et de son environnement ? Voilà les questions que ce quatrième séminaire de recherche du laboratoire Innovation-Formation-Education (LIFE) va tenter d'éclairer pendant les deux prochaines années. Avec une triple intention justifiant la réunion de chercheurs et de praticiens autour d'un problème commun : premièrement, mieux comprendre la manière dont se rencontrent ou pas les politiques et les pratiques éducatives ; deuxièmement, préparer une enquête élargie à mener dans le contexte romand et à soumettre à terme au Fonds national suisse de la recherche scientifique ; troisièmement (et finalement), fournir aux concepteurs des moyens et aux formateurs d'enseignants une évaluation documentée de l'impact réel de ce matériel sur le travail scolaire ordinaire et les apprentissages censés en découler. Avant d'interroger et d'observer les pratiques dans plusieurs cantons, nous commencerons par le faire dans le contexte genevois, en comparant ce qui peut se passer dans les différentes disciplines, les trois cycles de l'école obligatoire et les établissements du centre et de la périphérie du canton. Toute personne intéressée par le travail des enseignants et des élèves, les tensions entre rationalité politique et rationalité pédagogique, mais aussi l'inventivité et l'ingéniosité qui caractérisent bon an mal an les pratiques, sont les bienvenues dans un séminaire qui privilégiera la confrontation des expériences et leur conceptualisation.

LIFE, 04.11.2017